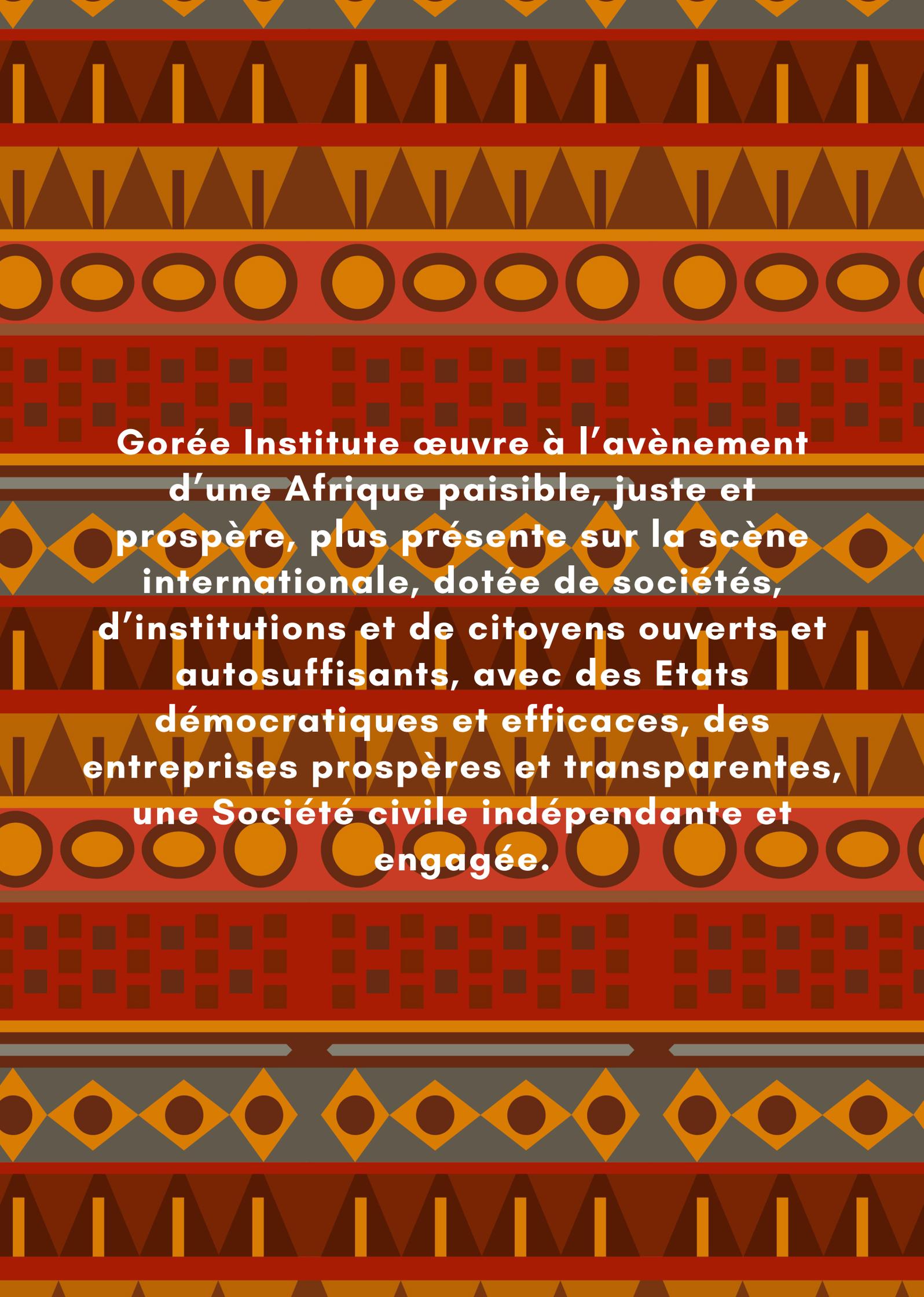




GORÉE UPDATE

DÉCEMBRE 2020 #3





**Gorée Institute œuvre à l'avènement
d'une Afrique paisible, juste et
prospère, plus présente sur la scène
internationale, dotée de sociétés,
d'institutions et de citoyens ouverts et
autosuffisants, avec des Etats
démocratiques et efficaces, des
entreprises prospères et transparentes,
une Société civile indépendante et
engagée.**

S O M M A I R E



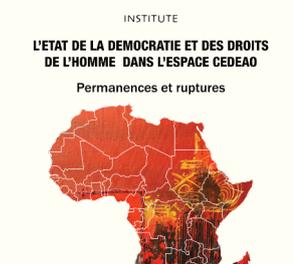
Programme Gouvernance des ressources minérales	04
---	-----------



Projet d'Appui à la Stabilité démocratique : une solution à la consolidation de la paix	12
--	-----------



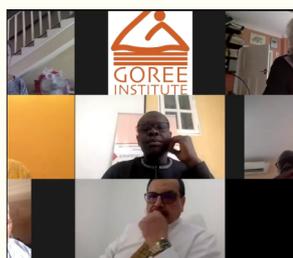
Power of Dialogue 2021-2025	18
------------------------------------	-----------



Publications	19
---------------------	-----------



Partenariats	24
---------------------	-----------



Conseil d'administration 2020	25
--------------------------------------	-----------



PROGRAMME GOUVERNANCE DES RESSOURCES MINÉRALES

Les jeudis du Gorée Institute

Dans sa démarche globale de promotion de la bonne gouvernance des ressources minérales en Afrique de l'Ouest, le Gorée Institute qui, depuis 2018, a mis en œuvre un Projet sur la gouvernance des ressources minérales, grâce à l'appui de Ford Foundation, a eu l'idée de mettre en place des cadres de discussions et de partage multi-acteurs avec son nouveau concept dénommé « **Les jeudis du Gorée Institute** ». Par cette initiative, l'Institut veut favoriser la réflexion, le dialogue, la concertation et le partage d'expérience entre parties prenantes de la gouvernance des ressources minérales sur les grands enjeux du secteur.

Ainsi, l'impact de la pandémie COVID-19 sur l'exploitation des ressources minérales au Sénégal et en

Afrique n'ayant pas laissé de marbre le Gorée Institute, le premier webinaire est consacré à la subversion des calendriers et les possibles incidences de la crise sanitaire sur le secteur extractif. Avec comme thème : « **COVID 19 et Gestion inclusive des ressources naturelles: cas du secteur minier sénégalais** ».

Les impacts de la COVID-19 sur le secteur extractif

Pour le Sénégal, malgré la situation préoccupante de la COVID-19, le secteur minier n'a ni connu d'arrêt temporaire ou définitif de l'activité minière, ni enregistré de licenciement ou de fermeture de mines pour causes économiques ou de quarantaine. Cela ne veut cependant pas dire que le secteur n'a pas été impacté par la pandémie.

Les entreprises minières et les communautés riveraines ont fortement subi les impacts de la COVID-19. Plusieurs impacts ont été identifiés dès la déclaration de la COVID-19. L'économie des entreprises a subi les conséquences des



mesures prises pour limiter la propagation de la COVID-19. Les communautés également dont la survie était basée sur les retombées des opérations minières ont été fortement affectées.

Les impacts sur les entreprises

Les entreprises minières ne sont pas exemptées dans ce contexte de crise sanitaire. Les impacts de la COVID-19 sont nombreux et spécifiques en raison notamment d'un approvisionnement complexe, d'une chaîne logistique lourde, du nombre de cadres expatriés, des normes et procédures parfois rigides, etc. En effet, les mesures de restriction des déplacements ont fortement touché le secteur. La réduction de la rotation des effectifs dans l'entreprise avec comme corolaire l'instauration du télétravail, la fermeture des frontières qui a abouti à la suspension de la chaîne d'approvisionnement en matériel et les coûts générés car chaque minute de « Standby » est facturée. Donc, si des restrictions sont apportées à cause de la pandémie, il peut y avoir un différend entre le fournisseur de service qui est la compagnie de forage et le client qu'est la société. Par ailleurs, l'absence d'harmonisation des procédures de contrôle des mesures contre la propagation du virus au niveau des frontières, à l'exemple des formalités de confinement et de mise en quarantaine, a eu comme impact une perte de temps et de coût élevé pour les entreprises. Ces situations ont conduit à une réorganisation du travail dans les entreprises minières avec comme conséquence la réduction des heures de travail et une diminution des revenus.

Les impacts sur les communautés

La COVID-19 n'a pas également épargné les communautés riveraines qui s'activent dans le domaine de l'extraction des minerais ou qui bénéficiaient des retombées de l'activité minière. A cet égard, la COVID-19 a permis d'arrêter les activités artisanales, l'une des principales activités des communautés des zones d'exploitation et une baisse des opérations de mise en œuvre des plans d'action d'investissements (PAI) des entreprises dont les ressources ont été réorientées dans la lutte contre la pandémie. A cela, s'ajoute une baisse de certaines activités en cours dans la zone telle que la production maraîchère et le volume des ventes, faute de marché. Les entreprises minières n'achètent plus qu'une partie des produits des femmes s'activant dans la culture maraîchère. Cette situation a accentué le niveau de pauvreté et le risque d'insécurité alimentaire avec des décès enregistrés, la dépravation des mœurs et l'exacerbation de l'exploitation clandestine avec les risques sécuritaires qui y sont liés. La formation des jeunes filles bénéficiaires de l'appui de Teranga-Gold a également été retardée à cause de la COVID-19.

Films documentaires sur la Gouvernance des ressources naturelles

Regards croisés des acteurs du secteur minier

Pour vulgariser les résultats de son Projet Gouvernance des Ressources Naturelles (GRN) et faire en même temps le plaidoyer pour l'inclusion et la participation de tous les acteurs, notamment les femmes, les jeunes, les communautés et les citoyens en général, mais aussi la transparence et la redevabilité, un film de capitalisation et



de plaider a été produit. Il s'agit de regards croisés sur le secteur extractif entre plusieurs acteurs du domaine avec lesquels l'Institut a eu à collaborer. Ce film vise spécifiquement à relever l'intérêt de la mise en place de cadres de concertation, de dialogue, de réflexion et de partage d'informations, mais aussi de collaboration entre les parties prenantes sur les grands enjeux et défis du secteur. Il sert également de plaidoyer pour favoriser le partage juste et équitable des ressources minérales, principal objectif de ce Projet que l'Institut déroule depuis plus de deux ans.

Ce film est disponible sur Youtube aux adresses suivantes:

- **Version française:** <https://youtu.be/flkn7jNE0sU>
- **Version anglaise:** https://youtu.be/WQH_o95Gpu8

L'exploitation des ressources minérales et le vécu des communautés

Pour approfondir les résultats du monitoring de la perception des populations sur l'impact de l'exploitation



des ressources minérales dans leurs localités, le Gorée Institute a produit un deuxième film pour documenter et partager les leçons tirées de la gestion des ressources naturelles et de leurs impacts sur les populations. Il est ici question de mettre en lumière les leçons apprises, ainsi que la perception des cibles du monitoring de la perception des impacts de l'exploitation minière dans la région de Thiès, notamment des chefs de village, des femmes, des jeunes, des autorités locales et administratives, des individus qui évoluent dans des activités déroulées dans la zone (agriculture, pêche, élevage, maraîchage, transformation, GIE, industries d'exploitation, etc.) Plus spécifiquement, il s'agit, à travers ce film, de comprendre le processus d'exploitation des matières premières dans la zone, les conséquences

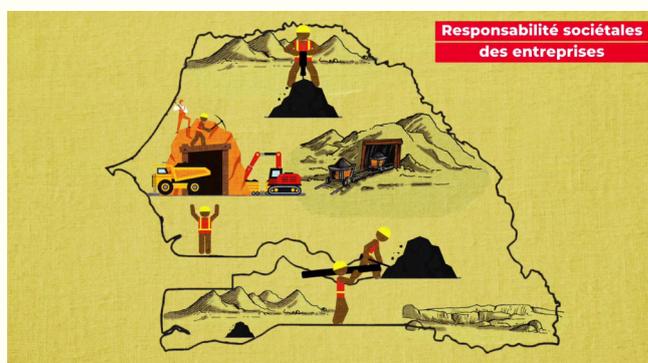
notamment en termes de pollution sur la nappe phréatique, l'environnement, sur le foncier, sur la sécurité de la zone, les tensions y afférents, les conflits, les difficultés rencontrées par les populations, les retombées économiques, les opportunités ou non créées par l'exploitation, la question de la compensation juste et équitable, la question de l'effectivité des fonds, les changements qui en découlent, et les perspectives pour les communautés, notamment les femmes et les jeunes. Le film constitue ainsi un outil permettant aux populations de pouvoir faire le plaidoyer pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations pour une gouvernance juste et équitable des ressources minérales.

Ce film est disponible sur Youtube aux adresses suivantes:

- **Version française:** <https://youtu.be/viMX4bP1i1k>
- **Version anglaise:** <https://youtu.be/NP79LDOUwyg>

Vidéos animées pour faciliter la compréhension aux communautés

Pour rendre accessible l'information relative à la gouvernance des ressources minérales et faciliter la compréhension aux communautés, le Gorée Institute s'est lancé dans la production de contenus animés. Il s'agit de motions design ou graphiques animés en wolof et en français permettant de rendre plus accessibles les résultats du monitoring de la perception des populations sur l'impact de l'exploitation des ressources minières mené dans le cadre du Projet GRN, du 28 juillet au 27 août 2019. Les motions design sont des outils d'animation des



campagnes digitales pour sensibiliser les citoyens et les gouvernants et ainsi asseoir le débat sur la nécessité d'un partage juste et équitable des ressources. A cet effet, trois (3) vidéos sont produites par l'Institut. La première est

une présentation du monitoring de la perception des ressources minières et des principaux résultats obtenus, la seconde fait le focus sur la perception des citoyens sur l'impact économique et la qualité de vie de l'exploitation, et la troisième sur la perception des citoyens de l'impact sur la santé et l'environnement.

Ces vidéos animées sont disponibles sur Youtube aux adresses suivantes:

- <https://youtu.be/EIZXDdSkaJQ>
- <https://youtu.be/aTOYiRftOtA>
- <https://youtu.be/gtBoxsRZ0ak>
- https://youtu.be/wLNL_dEREVg

Carnets de tournée nationale dans les zones d'exploitation des ressources minières

Toujours pour le compte de son Projet « **Gouvernance**

économiques et environnementaux. De Thiès à Kédougou en passant par Matam, l'équipe déployée sur le terrain par le Gorée Institute a rencontré les divers acteurs du secteur minier, de même que les populations des zones minières dans l'optique d'une meilleure implication des acteurs communautaires. A travers des causeries bien structurées dans chacune des régions précitées, le Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique a pu déceler les préoccupations de toutes les parties prenantes dans la gouvernance des ressources minérales au Sénégal, avec désormais un aperçu beaucoup plus éclairé sur le secteur minier.

Dans sa dynamique de favoriser le partage juste et équitable des revenus tirés des ressources minérales et pétrolières au Sénégal, à travers la recherche, la réflexion et la facilitation, le Gorée Institute a adopté une nouvelle stratégie de diversification de ses activités. En effet, après les ateliers, les forums, les monitorings et les œuvres audiovisuelles, l'Institut panafricain a décidé de tâter le terrain en déployant une équipe chez les acteurs directement impactés par l'exploitation minière. Au lot d'activités déroulées depuis 2018, le Projet financé par la



des ressources minières », le Gorée Institute a effectué du 16 au 22 novembre une tournée dans les zones d'exploitation minière du Sénégal en vue de favoriser l'accès à l'information et de recueillir les avis et préoccupations des communautés sur toutes les questions ayant trait à l'exploitation, notamment les impacts

Fondation Ford a adjoint une série de causeries et débats au niveau des communautés pour renforcer de plus belle l'implication de ces dernières dans la gouvernance des ressources minérales. Des activités faites avec et pour les communautés et qui ont permis de disséminer les résultats du monitoring de 2019 sur la perception des populations



sur l'impact de l'exploitation des ressources minières, à travers la production de vidéos animées et de films pour la documentation et le partage des leçons tirées de la gestion des ressources minières et de ses impacts sur les populations.

L'équipe du Gorée Institute qui, pour cette présente activité, a travaillé en collaboration avec le Forum civil, a débuté son périple dans la région de Thiès. Le 16 novembre, la mairie de Darou Khoudoss a été le point de ralliement des populations des localités environnantes impactées par l'exploitation comme Mboro, Taïba Ndiaye, Ngade Ngomène, Ngakham, Méouane, Ndomor, Tobène, etc. En présence du maire de Mboro, Moussa Ndiaye et du Chef du service régional des Mines et de la Géologie de Thiès, Abdoulaye Niang, tous les problèmes liés à l'exploitation ont été soulevés pour la recherche de solutions à l'impact négatif de l'extraction des ressources minérales. Après la séance de projection des productions du Gorée Institute, autorités étatiques et communautés ont émis des appréciations avant d'entrer dans le vif des causeries. Entre autres problèmes relevés par les populations des zones d'exploitation de Thiès, il y a les redevances devant être versées aux communautés, les licenciements abusifs des sociétés d'exploitation, l'insuffisance de la RSE, le défaut de mise en pratique des textes et lois, l'absence de politique d'intégration des jeunes, la dégradation des sols, le manque de formation professionnelle, la faillite de la responsabilité étatique. Des cris de cœur et doléances auxquels le représentant de l'Etat

a essayé d'apporter des réponses avant de promettre de les exposer au ministère des Mines et de la Géologie en vue de solutions durables.

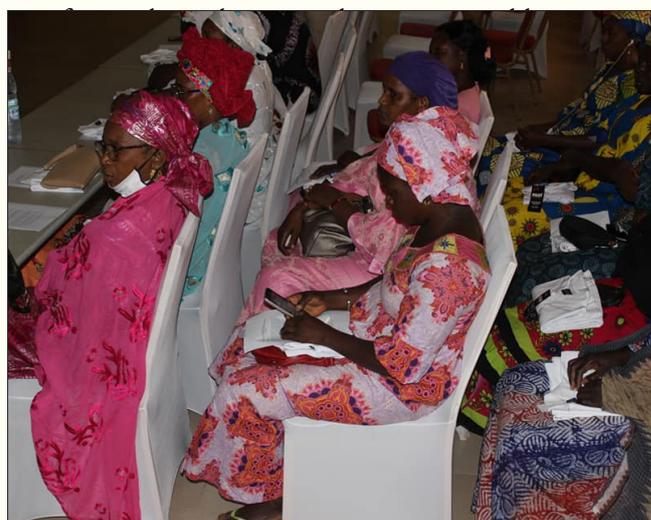
Après l'étape Thiès où les communautés et les autorités municipales et étatiques ont tenu d'enrichissants échanges sous la supervision du Gorée Institute, la mission qui a pris bonne note de toutes les requêtes a fait cap sur Matam. Et c'est à Hamady Ounaré dans le département de Kanel, à quelques mètres de la zone d'exploitation du phosphate que les communautés et les autorités municipales de Hamady Ounaré, de Ndendory et de Orkadiéré se sont retrouvées pour échanger sur les questions relatives à l'exploitation dans leur zone. Comme à Thiès, les communautés des différentes localités de Matam ont eu également droit à une séance de visionnage des motions design et films produits par l'Institut Gorée sur l'impact de l'exploitation sur l'environnement, la perception des populations et les regards croisés des acteurs du secteur minier. Après un résumé en pular des différentes productions pour faciliter la compréhension aux communautés, une kyrielle de problèmes liés à l'exploitation ont été relatés par les participants. Des plaintes qui ont pour noms pollution sonore et environnementale, non effectivité de la RSE, exploitation sexuelle des femmes désirant travailler dans l'extraction des mines, prostitution, désinformation, absence d'autorités administratives lors des rencontres, récurrence des maladies respiratoires, absence de plateau technique, non effectivité du contenu local, licenciements abusifs

dans les sociétés minières, non application du code minier, manque d'organisation sociale et de suivi, défaillance du rôle étatique, etc. Les communautés locales de Hamady Ounaré, Orkadiéré et Ndendory ont aussi été sensibilisées par l'équipe de Gorée Institute et du Forum civil sur l'importance du développement du contenu local et les grandes possibilités qu'il offre aux localités.

L'escale de Matam finie, la team Gorée Institute décampe de la région Nord pour rallier le Sénégal oriental. Après quelques visites de terrain et chez les communautés, dans la journée du 20 novembre, les débats communautaires ont repris leurs cours le 21 novembre dans la commune de Kédougou avec des autorités municipales et des communautés venues de Sabodala, Khossanto, Tomboronkoto, Makko, Samecouta, Bandafassi, Kharakhéné, etc. Compte tenu de la diversité ethnique, les films et vidéos animées projetés ont été traduits en pulaar et en soninké pour permettre à cette diverse démographie de saisir le sens des productions du Gorée Institute. Les différentes parties prenantes ont magnifié l'initiative du Gorée Institute d'imprégner les populations pour une gouvernance inclusive des ressources minérales. A Kédougou également, le problème de la pollution dans les sites d'orpaillage a refait surface avec un accent mis sur le degré très élevé de dégradation qui dépasse largement les normes fixées par le gouvernement américain. Les Kédovins se sont également plaints de l'absence de politique de prévention des impacts négatifs de l'exploitation, mais aussi des nombreuses « exactions »

faites dans la zone par les industries minières sans réaction aucune de l'Etat. Sur la longue liste des inconvénients occasionnés par l'exploitation, le représentant du Conseil islamique a ajouté la tendance des étrangers à vouloir imposer leurs cultures aux populations autochtones. Il a été déploré aussi la mauvaise répartition des retombées de l'exploitation, le pouvoir d'achat exorbitant, l'absence d'infrastructures hospitalières et le problème de l'emploi entre autres.

Durant leur tournée qui a duré huit jours, les agents du Gorée Institute ont recueilli toutes les plaintes et attentes des communautés qui souhaiteraient voir ce genre d'initiative multiplier. Les populations des diverses localités visitées ont également suggéré à l'Institut



Partage et échanges des bonnes pratiques de gouvernance des ressources minérales en Afrique de l'Ouest

Après plusieurs activités déroulées depuis 2018 dans le cadre de son Projet Gouvernance des Ressources Minérales (GRM) en Afrique de l'Ouest financé par la Fondation Ford, le Gorée Institute a poursuivi la deuxième phase de son Projet par l'organisation d'une

redevabilité au Sénégal et dans toute la région ouest africaine. Avec les réflexions qui sont ressortis des interactions, il a été défini des stratégies novatrices propres à instaurer de meilleures industries extractives inclusives, transparentes et vectrices de développement.

Pour rappel, la première phase de ce Projet GRM visant à favoriser le partage juste et équitable des revenus tirés des ressources minérales et pétrolières en Afrique avait mis l'accent sur les cadres de concertations, de dialogues, de réflexions, mais aussi le renforcement des capacités et l'accès à l'information à travers le développement d'une



Rencontre multi-acteurs de deux jours, les 21 et 22 décembre 2020. Un rendez-vous régional de partage et d'échanges sur les bonnes pratiques de la gouvernance des ressources minérales en Afrique de l'Ouest.

« **Partage et échanges des bonnes pratiques de gouvernance des ressources minérales en Afrique de l'Ouest** » fut le thème de la Rencontre régionale ayant réuni sur l'île de Gorée des acteurs du secteur minier africain issus de six (6 pays), membres d'institutions étatiques, du secteur privé, de la société civile, des universités et centres de recherche et de formation évoluant dans le domaine extractif. En associant les acteurs du secteur minier issus du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso, du Niger, de la Côte d'Ivoire et de la République de Guinée, l'Institut panafricain a favorisé ainsi le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre ces divers pays afin de renforcer les pratiques inclusives des industries extractives, mais aussi de promouvoir les bonnes pratiques en termes de transparence et de

plateforme technologique et une étude de perception de l'exploitation des ressources minières au Sénégal. Par ailleurs, compte tenu du contexte de la COVID 19, le Gorée Institut avait misé sur la technologie et l'accès à l'information pour une gouvernance juste et équitable. Cela à travers l'organisation de plusieurs webinaires, la production de films documentaires et de vidéos animées, la dissémination des résultats de recherches et l'organisation de causeries avec les communautés des zones d'exploitation dans les régions de Kédougou, Matam et Thiès.

Pour la Rencontre régionale des 21 et 22 décembre, des dispositifs ont été mis en place pour promouvoir le contenu local et les pratiques commerciales inclusives, la transparence et l'équité. Ce Forum multi-acteurs a constitué un cadre de concertation pour prévenir la corruption et réduire les niches de corruption, favoriser la redevabilité et atténuer les impacts négatifs de l'exploitation. Il s'est agi aussi de trouver des voix pour

maximiser les retombées de l'exploitation pour les États, les populations, les communautés des zones d'exploitation, les individus évoluant dans les secteurs impactés négativement par les exploitations, les femmes et les jeunes.

Après avoir partagé les bonnes pratiques en termes de gouvernance des ressources minérales, les acteurs miniers ouest africains ont réfléchi ensemble sur les futures initiatives à mettre en place pour un bon suivi de la dynamique d'engagement pour une bonne gouvernances des ressources naturelles dans le continent.





PROJET D'APPUI À LA STABILITÉ DÉMOCRATIQUE : UNE SOLUTION À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Le Projet d'appui à la stabilité démocratique : une solution à la consolidation de la paix est mise en œuvre par le Gorée Institute en partenariat avec le Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD) pour la période de Mai à Décembre 2020. Ce projet vise à promouvoir une participation plus efficace des citoyens dans la prise de décisions et l'engagement des acteurs politiques au niveau national et régional pour une gestion inclusive des mécanismes et procédures des politiques publiques. Le Projet d'appui à la stabilité démocratique comporte trois (3) étapes. D'abord, des études et recherches pour la promotion d'un meilleur alignement entre valeurs sociétales et système politiques. Ensuite, une rencontre

régionale multi acteurs pour la promotion d'une interaction dynamique entre citoyens et acteurs politiques. Enfin, une mission de contact auprès de la CEDEAO pour le plaidoyer et la promotion d'un partenariat collaboratif entre le Gorée Institute, le NIMD et l'instance régionale en soutien aux Niger et Mali.

Mali-Transition démocratique en souffrance : l'instauration d'une démocratie en trompe l'œil

La transition démocratique au Mali est visiblement parrainée par la France qui a suivi, avec une attention particulière, l'évolution politique de ce pays dont on a présenté les bienfaits d'une libéralisation politique dirigée

En effet, l'activité politique se réduit paradoxalement à des rivalités de positionnement dans l'espace politique et social, développant les capacités d'accumulation individuelle de ressources publiques au moment où la



par l'ancien colonel Amadou Toumani Touré (ATT), tombeur du Général Moussa Traoré, très remonté contre le discours de La Baule qui incite les dirigeants africains à la démocratisation de leur régime politique . Ainsi, ce nouveau chef de l'armée décide de ne pas se présenter aux élections de 1992 qui seront remportées par Alpha Oumar Konaré (1992-2002).

Cette mutation politique fait que l'espace politique sera fortement dominé par deux principaux partis à savoir : l'ADEMA (L'Alliance pour la démocratie au Mali) et le CNID (Comité national d'initiative démocratique). D'autres partis seront créés dans cette dynamique d'ouverture démocratique. Malgré cet engouement, la transition reste empêtrée dans ses contradictions, elle ne parviendra pas à venir à bout des questions de justice sociale, de mauvaise gouvernance. Le désenchantement politique s'installe et creuse la fracture entre les hommes politiques et les citoyens, ce qui se traduit par des taux de participation très faibles aux différentes consultations électorales.

pauvreté gagne la majorité des populations. Les frustrations et la marginalisation politique et sociale deviennent le terreau des différentes formes de violence. De plus, les facteurs externes perturbateurs, avec le radicalisme religieux compromettent ces innovations politiques, surtout l'Etat de droit en construction, qui sera rudement touché par des crises politiques, financières et sociales.

De même, le comportement des pouvoirs publics, en termes de gabegie et de corruption, n'est pas de nature à rassurer les populations exposées à un état de paupérisation sans précédent. Derrière la façade de transition démocratique au Mali se cache « une situation sociale, politique et sécuritaire qui ne cessait de se dégrader au regard de la misère endémique des populations, de la corruption des élites, des dysfonctionnements de l'appareil militaire, de la résurgence des rébellions au nord du pays » .

Ces facteurs, conjugués à l'irruption du Jihadisme régional et aux réseaux de trafics transnationaux accélèrent logiquement l'effondrement de l'Etat malien en 2012,

devenu une proie facile pour les groupes armés touaregs et jihadistes, associés dans une alliance conjoncturelle. Par conséquent, le pouvoir d'Amadou Toumani Touré, symbole de « la démocratie malienne », largement entamé, ne résistera pas au coup d'Etat du 22 mars 2012, mené par un capitaine de l'armée, Amadou Haya Sanogo dont les méthodes rappellent curieusement celles d'un autre capitaine en Guinée, Moussa Dadis Camara. Mais la pression de la « communauté internationale » oblige le nouvel homme fort du Mali à désigner un président intérimaire en la personne de Dioncounda Traoré en avril 2012. Ce dernier, face à l'offensive des jihadistes dans le sud, demandera l'intervention de la France pour mettre fin à l'occupation du pays. Dès lors, l'opération Serval sera mise en œuvre, le 11 janvier 2013 dans une perspective de sécurisation et de stabilisation de l'Etat malien. L'aboutissement de cette action militaire permettra de réunir les conditions de l'organisation d'une élection présidentielle dont sortira vainqueur, Ibrahima Boubacar Keita (IBK), avec un score de 77,62 % des voix exprimées. En dépit de ses efforts dans le cadre de la normalisation de la vie politique et sociale, le Mali reste dans une situation précaire en matière de sécurité et de stabilité au regard des enjeux et des comportements des acteurs impliqués dans le processus de paix et de transition démocratique.

Enfin, l'image du règne d'ATT se résume, selon Jean-Louis Sagot-Duvaurois, en condensé de révoltes qui s'appuient sur « une politique d'arrangements au coup par coup, de négociations au jour le jour, de complicités improbables qui, au nord comme au sud, sont la marque de fabrique d'un président expert en consensus. La partie septentrionale du Mali devient un théâtre d'ombre où se mêlent trafic d'armes et de drogue, concentrations de narco-djihadistes, enlèvements d'otages, aide internationale, corruption, opération de développement... ».

Ce tableau sombre marque l'opinion malienne surtout avec la disparition, en novembre 2009, dans le désert non loin de Gao de la cargaison de drogue d'un Boeing sud-américain. Cet événement, entouré de mutisme et d'impunité, ne peut se dérouler sans la participation de complices locaux ou « officiels ». En tout cas, la crise multidimensionnelle qui déstabilise le Mali démontre les dérives de pouvoir et les

limites ou l'artifice d'un label de transition démocratique s'inscrivant dans l'ère du temps mais qui, au fond, demeure très superficielle à l'épreuve de la réalité. Le coup d'Etat de Sanogo met un terme à « cette démocratie stabilisée » avant d'ouvrir une nouvelle ère, celle de IBK, déjà empêtrée dans une révision constitutionnelle qui risque d'abrèger ou de cristalliser des mécontentements regroupant les forces de l'opposition et de la société civile contre le pouvoir actuel très affaibli par cette décision. La démission de son premier ministre reconduit en 2018, Soumeylou Boubeye Maïga, montre bien l'échec de la stratégie sécuritaire, la persistance des fronts sociaux, les rivalités au sein de la majorité et l'absence de dialogue politique. Il en résulte, dans cette crispation, le dépôt devant l'Assemblée nationale d'une motion de censure, initiée par l'opposition et une partie de la majorité des députés, poussant le chef du gouvernement à la démission. Ajoutant à ce climat délétère, le massacre, le 23 mars 2019, à Ogossagou dans la région de Mopti de plus de 160 civils de la communauté peule. Cet acte odieux est attribué à des chasseurs traditionnels (dozos), appartenant à une milice d'autodéfense. Une enquête onusienne parle « d'attaque planifiée, organisée et coordonnée ». En tout cas, la situation révèle l'intensification des violences communautaires dans une zone marquée par les activités des groupes jihadistes, extrémistes qui n'épargnent pas les populations.

Le gouvernement de Soumeylou Boubeye Maïga sera sanctionné, entre autres, par la gestion de ces événements. Le président IBK désigne dans la foulée, Boubou Cissé, comme nouveau premier ministre qui réussit la signature d'un accord politique, avec 15 partis ou groupement de partis, le jeudi 02 mai 2019, pour une gouvernance consensuelle. Le temps édifiera sur les perspectives d'une telle initiative et son impact sur la stabilité et la paix sociale.

Stabilité institutionnelle et perspectives démocratiques : Les leçons de l'actuelle crise malienne



Le deuxième numéro des « Jeudis du Gorée Institute » a fait la part belle à la crise sociopolitique qui a agité le Mali avant, pendant et après le coup d'Etat perpétré contre le régime du Président Ibrahima Boubacar Keïta. En effet, fidèle à sa logique de création de cadres de réflexion, de dialogue et de concertation multi-acteurs dans la région ouest africaine, l'Institut Gorée a organisé, le 03 septembre 2020, un webinaire sur le thème « Stabilité institutionnelle et perspectives démocratiques : Les leçons de l'actuelle crise malienne ».

Le Mali a très tôt connu des crises d'origines diverses qui continuent à produire des effets jusqu'au dernier coup d'État en date du 18 Aout 2020. La substance des prestations lors du webinaire organisé par Gorée Institute indique que les crises au Mali ont un fondement socio-économique et un fondement politique.

Fondement politique

L'histoire politique du Mali est marquée par une profonde crise politique et institutionnelle. Les causes multiples et variées ont généré une crise persistante dont les autorités sont toujours à la recherche de solution. Le fonctionnement difficile de la démocratie lors de la troisième république, l'instabilité politique due à des revendications plus radicales comme par exemple indépendante sont entre autres facteurs qui participent à l'instabilité du pays. En outre, l'existence d'une

opposition politique faible, une décentralisation inachevée favorisant une administration fortement politisée inadaptée et peu transparente est l'origine de la crise de confiance entre représentants et représentés.

A ces failles vient s'ajouter le problème du Nord Mali occupé majoritairement par les Touareg qui dénoncent la marginalisation dont ils font l'objet. Les crises récurrentes ont atteint leurs paroxysmes à partir de mars 2012 où le Mali bascule dans une insécurité sans précédente avec des répercussions cette fois-ci sur toute la zone sahélo-saharienne. Ainsi les manifestations populaires récentes contre la mal gouvernance ont entraîné la chute de Ibrahima Boubacar Keita le 18 Aout 2020.

L'arrivée des Djihadistes au Mali, après la chute de Kadhafi, a coïncidé alors à une série de frustration de la population malienne exigeant l'amélioration de la gouvernance et une paix durable. Dans ce contexte de flambée des crises une élection présidentielle est organisée et porte le président Ibrahima Boubacar KEITA à la tête de l'État malien. Il s'engage à prendre certaines décisions, à la suite de l'intervention de l'armée française et de la CEDEAO. Le non-respect des engagements a favorisé la naissance des tensions sociales et politiques. Tous les secteurs sensibles du pays sont allés en grève en brandissant des revendications légitimes. Les conflits locaux, entre religieux, commerçant, ethnique, éclatent entraînant une expansion des foyers de tension sur tout le pays. La situation sécuritaire se dégrade face à la difficile gestion de l'immense espace géographique. La réunion de plusieurs facteurs, dont les élections législatives contestées, la gestion de la Covid-19 ayant légitimé la restriction des libertés, les coupures d'électricité, a favorisé des manifestations. Il s'en est suivi la création du M.5 qui exige la démission du président de la république. Les acteurs de la paix comme les institutions régionales et sous régionales ont mené des médiations pour restaurer la paix et la démocratie.

Enquête d'évaluation de la perception des citoyens sur la gouvernance et la démocratie au Sénégal

Si le Sénégal a toujours été un modèle de démocratie en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest, force est de noter que la gouvernance démocratique de ces dernières années semble être menacée par plusieurs facteurs touchant différents secteurs. Que ce soit politique, économique ou administrative, la gouvernance a connu une dégradation dont les causes méritent réflexion, notamment sur la question de la transparence dans la gestion des élections, des contrats pétroliers et miniers, de passation des marchés publics, du foncier, du secteur de la justice et des transports, de l'agriculture. On remarque une légère érosion de la démocratie à travers la baisse de la participation politique et de la confiance dans les institutions.

Fort de ce constat, le Gorée Institute, avec l'appui financier d'OSIWA, a lancé une enquête visant à évaluer la perception des citoyens et à faire le point sur l'état actuel de la gouvernance et de la démocratie au Sénégal. Une partie de cette enquête comprendra également la formulation de recommandations politiques à l'intention des institutions publiques respectives ayant pour mandat de traiter certaines des questions thématiques de gouvernance. Dix (10) moniteurs ont été ainsi formés et outillés le 04 décembre pour recueillir le sentiment des citoyens sur la gouvernance au Sénégal depuis les dernières élections législatives.

Cette enquête initiée par l'Institut panafricain vise à approfondir la compréhension de la perception des citoyens sénégalais sur l'état de la gouvernance au Sénégal. Il s'agit d'analyser les forces et les faiblesses des mécanismes et des institutions de bonne gouvernance au niveau national, et également d'évaluer leur impact sur le niveau d'efficacité par rapport aux principes généraux de la gouvernance démocratique qui comprennent la prestation de services, la transparence, la responsabilité, le respect de l'État de droit et la participation politique active. Par ce diagnostic, l'étude du Gorée Institute cherche également à favoriser l'évaluation et l'analyse de la stratégie et des approches du gouvernement en matière de bonne gouvernance. Les conclusions de cette étude viseront à travailler avec les acteurs étatiques et non étatiques pour aider à créer un espace de dialogue inclusif, tout en créant une synergie pour favoriser la paix et la

stabilité politique dans le pays.

Outre l'approfondissement de la compréhension de la perception des citoyens sur l'état de la démocratie et de la bonne gouvernance au Sénégal et l'évaluation de la qualité de la démocratie pour identifier ses points forts et ses points faibles, et recommander des initiatives de réforme, le Gorée Institute compte formuler des recommandations politiques aux institutions étatiques respectives afin de combler certaines lacunes et de relever les défis identifiés, en s'attachant également à favoriser le débat public et la sensibilisation au Sénégal.

Rencontre régionale sur « La stabilité démocratique comme solution à la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest »

« La stabilité démocratique comme solution à la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest » est le thème de la rencontre régionale organisée les 15 et 16 décembre 2020 par le Gorée Institute qui, par le biais de ce rendez-vous avec les acteurs de la société civile africaine,



les institutions nationales et internationales, le Secrétariat de la CEDEAO et ses partenaires, a partagé les résultats de ses études menées dans les pays ciblés de la région du Sahel (Afrique de l'Ouest).

Avec l'appui financier du Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD), un Projet d'Appui à la stabilité démocratique a été mis en place par le Gorée Institute avec comme pays cibles au cours de l'année 2020 le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Sénégal. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de ce Projet régional, l'Institut panafricain a réalisé une série d'études portant sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine au Sahel, sur la perception des citoyens sur la gouvernance, sur les valeurs sociétales et le système politique et sur les défis actuels de la gouvernance, de la



paix et de la sécurité. C'est aux fins de restitution de ces études et de création d'un cadre d'échanges et de dialogues sur les défis actuels liés à la stabilité en Afrique de l'Ouest que le Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique a organisé cette table ronde de partage et de dialogue.

Ce Projet a pour objectif de promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus décisionnel politique inclusif, réactif et représentatif. Car les menaces qui pèsent sur l'espace civique sont nombreuses et interconnectées au sein de la sous-région, et le Projet d'Appui à la stabilité démocratique du Gorée Institute a pour ambition d'y faire face.

Par conséquent, les études réalisées par l'Institut au Bénin, au Burkina Faso, au Niger, au Mali et au Sénégal sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine ont pu fournir un point d'entrée basé sur des expériences pour les groupes civiques aux niveaux national et régional afin d'influencer les changements politiques sensibles aux conflits. La rencontre régionale a également été une occasion de créer un espace dans lequel les acteurs politiques et civiques pourront collaborer, influencer et participer à des processus politiques légitimes, transparents et responsables, dans l'optique de favoriser également la stabilité démocratique. Cela souligne aussi la nécessité de comprendre la réalité sous-régionale actuelle et de générer des recommandations plus systématiques et holistiques pour la poursuite de la planification et de l'intervention en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Par ailleurs, la rencontre régionale tenue sur l'île de Gorée a conforté le respect des principes de la bonne gouvernance démocratique comme solution à la consolidation de la paix, et a également offert un espace approprié pour jeter un éclairage critique sur la situation politique actuelle au Mali, en Côte d'Ivoire et en Guinée. Elle a favorisé aussi une compréhension commune et des possibilités de renforcer le partenariat et de discuter des défis à la stabilité démocratique.

Ce rendez-vous régional qui a réuni des représentants de la CEDEAO, des experts de la société civile, des universitaires, des chercheurs ainsi que des partenaires au développement a permis aux parties prenantes de partager leurs points de vue et de faire leurs contributions aux conclusions des études menées par le Gorée Institute. Certains facteurs de risque ont ainsi été discutés pour renforcer les voies vers l'élargissement de l'espace civique et favoriser collectivement la nécessité d'un dialogue facilitateur et d'autres réponses non violentes à l'instabilité politique dans les pays ciblés.





POWER OF DIALOGUE 2021-2025

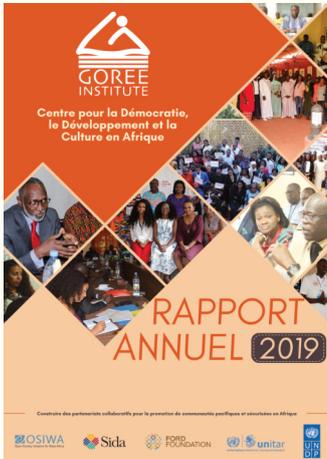
Prévu pour l'horizon 2021-2025, le Consortium Power of Dialogue (PoD) qui regroupe NIMD, Gorée Institute, CEMI et Akina Mama wa Afrika vise à renforcer les organisations de la société civile en les soutenant dans leurs efforts de lobbying et de plaider en vue de la réalisation des objectifs de développement durable et d'une société inclusive et durable. La proposition du consortium est centrée sur le renforcement de capacités des femmes et des jeunes leaders qui aspirent à influencer et participer efficacement aux processus politiques, qui respectent et promeuvent les normes et valeurs démocratiques. L'autonomisation des femmes et des jeunes est donc un thème clé de ce Consortium. Les acteurs civiques et politiques sont également au cœur de ce Programme car ces deux groupes ont des rôles complémentaires à jouer. Bien que les acteurs défendent légitimement les besoins des citoyens, ils doivent aussi être réactifs et responsables vis-à-vis des citoyens. En raison du fait que les groupes

dirigés par des femmes et des jeunes ne sont pas toujours organisés de manière traditionnelle et institutionnalisée. Par ailleurs, le Consortium PoD travaille avec les groupes émergents en les équipant pour qu'ils puissent diriger et jouer des rôles d'influence.

En termes de répartition des tâches, AMwA dirige l'élaboration de politiques féministes, les audits de genre et les politiques de genre et la programmation pour toutes les organisations partenaires. La CEMI s'occupe du développement d'outils et de stratégies innovants pour engager les jeunes dans les processus de décision. Le Gorée Institute est à la pointe des outils et stratégies de prévention des conflits, de consolidation de la paix dans la sous-région, et le NIMD renforce les politiques et les pratiques en matière de renforcement de la confiance et du dialogue et gère également le réseau de partenaires de manière plus large.

PUBLICATIONS

Parution du Rapport annuel 2019

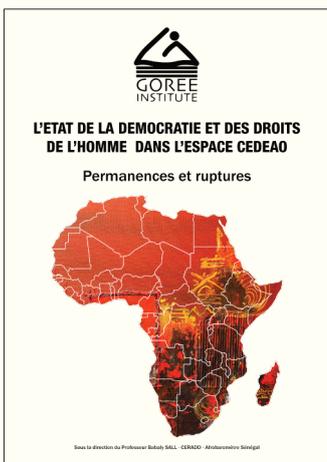


Le rapport annuel 2019 est publié en versions anglaise et française. Ce document annuel contient toutes les réalisations de l'Institution au cours de l'année 2019, notamment les activités effectuées dans les domaines de la consolidation de la paix et la prévention des conflits, de la gouvernance et des

processus politiques en Afrique. Il est disponible sur le lien ci-dessous

Présentation de l'ouvrage « Etat de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest »

Par Pr Babaly Sall



« Etat de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest » est un ouvrage collectif. Un ensemble de textes consécutifs à des recherches globales menées par plusieurs universitaires et chercheurs spécialistes des sciences sociales sur l'état du fonctionnement de la démocratie et des droits humains dans les 15

pays de l'espace CEDEAO (Communauté Économique des Etats de l'Afrique Occidentale) . Il s'agit d'une étude commanditée par Gorée Institute à l'effet de mesurer le degré d'approfondissement des processus démocratiques en cours dans ledit espace.

A prime abord, l'entreprise se présente sous le double angle de la redondance et du péril. Redondante parce que, depuis la fin des années 80, avec la chute du mur de Berlin et l'appel de la Baule, foisonnantes sont les études menées sur les transitions politiques en Afrique . Périlleuse eu égard à l'objet de la recherche qui porte sur des concepts ambigus aux contenus variables, abordés de surcroît dans des perspectives parfois très différenciées en fonction des préoccupations des commanditaires des recherches ou des univers idéologiques/culturels des chercheurs eux-mêmes.

En effet, la difficulté n'est pas des moindres à chaque fois que l'on s'attache à élucider le mot démocratie et toutes les déclinaisons conceptuelles et opérationnelles auxquelles il se prête. Cependant, l'entreprise s'avère incontournable parce que plus de vingt ans après le sommet de la Baule et un peu moins d'une décennie après le déclenchement du printemps arabe, il apparaît nécessaire de continuer à faire le point, soit pour affiner le bilan , soit pour bien comprendre les liens entre les deux séquences . Il s'y ajoute que, comme le dit Yves Surel « toute recherche navigue constamment entre les plans empiriques et théoriques et l'usage des concepts » . Or relativement à ce domaine, la démocratie est sujette à ce qu'il nomme "l'étirement des concepts" avec à la clé une opérationnalisation controversée du fait de l'évolution de la science politique qui a vu «se multiplier des données et informations sans que les politistes n'ajustent en conséquence leurs outils théoriques » . Sous cet angle, le lien établi dans le cadre de cette recherche entre démocratie et droits de l'Homme, au double plan conceptuel et téléologique, ne soulèverait aucune contestation majeure parce que, au-delà de la consécration par l'article 21 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, comme le souligne la Commission des Droits de l'Homme à travers sa résolution 2000/47, c'est surtout au plan pratique, que l'on peut réaliser jusqu'à quel point « les déficits démocratiques et la faiblesse des institutions comptent parmi les principaux obstacles qui entravent l'exercice effectif des droits de l'Homme » . Cette relation ferait aussi largement sens parmi les auteurs dans la mesure où « la démocratie trouve son essence dans la péréquation de l'espace des individus en espace public et espace privé » .

On fait généralement remonter le premier sens du concept démocratie à ses origines grecques en évoquant les mots « demos » (pouvoir) et « kratos » (peuple) pour ensuite le relier directement à la célèbre phrase du Président américain Lincoln « pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple ». Du point de vue de ses finalités, la démocratie se conçoit, aujourd'hui chez beaucoup d'auteurs et dans plusieurs institutions, sous l'angle de conditions cumulatives qui s'appréhendent plutôt comme des paramètres à ajuster. On comprend dès lors pourquoi le mot démocratie s'entend sous différents angles et postures : plutôt un processus qu'un état, en fonction de la conception privilégiée. S'agissant des pays africains en général et des pays de l'Afrique sub-saharienne en particulier, la démocratie en tant que régime politique est plutôt étudiée sous l'angle de la démocratisation et dans une perspective transitologique. La transitologie est perçue ici au sens factuel, comme une démarche scientifique investissant le vaste champ des mutations politiques qui dessine des trajectoires allant de l'autoritarisme au pluralisme en passant par la restauration. En vérité, il existe à son propos une grande diversité à la fois de contenu et d'approche. C'est ainsi que du point de vue de sa consistance, on peut identifier jusqu'à sept processus de changement politique : la démocratisation, l'autocratisation, la régression démocratique, la libéralisation politique, la progression autoritaire, l'approfondissement démocratique et la consolidation démocratique. Ces processus se résumeraient dans les trois principales phases que sont la libéralisation préalable, la transition proprement dite et la consolidation, et incluant nécessairement les éléments conjugués de polyarchie qu'avait dégagés Dahl, à savoir : le suffrage universel et égalitaire; le droit d'occuper des fonctions électives publiques; des élections libres, transparentes et périodiques; la liberté d'expression; la liberté d'association et l'autonomie des associations ; la pluralité des sources d'information; des institutions permettant que les politiques publiques dépendent des votes et d'autres expressions de préférence et enfin la garantie pour les droits des minorités face à tout abus de la part des majorités.

Globalement il apparaît ici que la démocratisation est un processus dont l'impact dans la vie des individus et le vécu des communautés associé à des considérations philosophico-idéologiques conditionnent grandement la représentation qu'on peut s'en faire. D'où la variété des typologies et classements qui n'épargne guère les institutions tant publiques que privées dans leur travail de

soutien et promotion à la démocratie, notamment dans les pays africains. Il en est par exemple ainsi de la classification que propose un laboratoire d'analyse du magazine britannique the Economist, l'Economist Intelligence Unit (EIU). Dénommée Indice de démocratie, elle propose, depuis sa création en 2006, une classification du niveau de démocratie dans 167 pays à travers le monde sur la base d'un calcul de pourcentage à partir de 60 indicateurs regroupés en 5 catégories que sont : le processus électoral et le pluralisme ; les libertés civiles ; le fonctionnement du gouvernement ; la participation politique et la culture politique. Le calcul effectué permet d'aboutir à une typologie des régimes politiques en quatre groupes : les démocraties, les démocraties imparfaites, les régimes hybrides et les régimes autoritaires. Dans une démarche similaire, l'ONG américaine Freedom House établit depuis plusieurs années, sur la base d'un index de mesure de la démocratie, une classification des pays africains par zone en trois catégories selon qu'ils sont " libres", " partiellement libres" ou " non libres". En scrutant les rapports de ces deux organisations, dans les dernières années, on relève une situation mitigée pour les pays de l'espace CEDEAO qui, si elle n'est pas alarmante dans beaucoup de cas, n'en demeure pas moins préoccupante à moyen terme pour bon nombre d'entre eux. L'objet de cette préoccupation est double : l'écrasante majorité des pays est souvent classée dans la zone noire ou grise où elle stagne, au meilleur des cas si elle n'est pas ravalée à la case autoritaire, pendant un moment. Dans ce groupe, on recense pêle-mêle, tous les pays en dehors des " champions " habituels des classements que sont : le Cap Vert, le Ghana et le Sénégal, rejoints par le Bénin.

A partir d'un tel constat, il nous a paru important de devoir nous attarder sur le degré d'approfondissement des processus en cours dans les pays de l'espace CEDEAO, en partant du postulat de l'irréversibilité, malgré tout, du choix du régime démocratique dont la durée d'implantation variera en fonction de la dialectique de la lutte, engagée à la lisière des rapports Etat/société civile, entre les facteurs favorisant et les éléments de régression. Cet optimisme est motivé par la présence cumulée de la plupart des indices répertoriés de démocratisation.

Il reste à voir comment ces facteurs et éléments se conjuguent dans le fonctionnement au quotidien de ces pays et sous quels angles d'analyse il faudrait les appréhender. La réponse pourrait surgir de certains questionnements :

- en considérant les textes sous-régionaux et les expériences diversifiées de leur mise en œuvre interne, peut-on dresser un bilan de santé de la consolidation démocratique dans l'espace de la CEDEAO ?
- A partir de la situation individuelle des pays, serait-il possible de dresser un catalogue des traits généraux de cette consolidation démocratique ?
- Quels sont les éléments de fécondation de la prochaine phase : celle de la récolte des fruits de la démocratisation ?
- Quelles sont les contraintes politiques majeures qui entravent le règlement des difficultés de la démocratisation en termes de pauvreté, d'éducation et de chômage ?

Les auteurs se sont livrés à des analyses approfondies des processus démocratiques en cours dans les pays, en partant de ces préoccupations, auxquelles ils ont voulu rajouter d'autres, en rapport avec leurs interrogations épistémologiques.

Ces textes se conçoivent dans leur majorité sous la forme de regards tantôt parallèles tantôt croisés de situations nationales d'un certain nombre de pays dont les trajectoires marquantes se profilent en une évolution en dents de scie alliant des moments de crise et d'accalmie couronnés de leurs d'espérance démocratique. Ils sont parfois aussi des monographies reproduisant des analyses centrées sur des cas topiques.

Dans la première partie de l'ouvrage, les contributeurs procèdent à une analyse comparative des trajectoires marquantes des pays entre 2005 et 2015. Suivant cette approche, il s'est agi de distinguer entre un premier groupe de pays à régimes dits de transition et un second dit de consolidation, caractérisés tous par un certain nombre de traits permanents qui se subdivisent en ressemblances et dissemblances.

Ainsi en est-il du premier groupe dans lequel, on retrouve une première catégorie d'Etats comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger qui, comme le montrent Alain Laurent Aboa et Moussa Diaw, connaissent des difficultés apparaissant comme autant de défis à relever : défi de la sécurité, défi de la justice économique et sociale, défi de l'intégration nationale et de la reconnaissance des minorités et enfin défi de renouvellement des élites et de la gouvernance politique et économique.

En Côte-d'Ivoire comme au Burkina-Faso, la transition démocratique se révèle être un processus complexe avec des phases de flux et de reflux. Cette complexité est un artefact qui découle de la conjonction double faite d'ingérences étrangères et de facteurs endogènes.

On peut estimer que ces deux pays peuvent cependant être classés dans la typologie des pays dits de transition démocratique où le renouveau démocratique s'accompagne d'une volonté de construction d'un vrai Etat de droit avec les caractéristiques habituelles : vote d'une nouvelle constitution avec la reconnaissance du pluralisme, la proclamation de droits et libertés et l'organisation d'élections régulières.

Dans ce type de régime, l'on remarque aussi très souvent le rôle important que vont jouer l'armée et une société civile renouvelée.

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, les tensions persistent malgré la mise en place d'une Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR), le 13 Juillet 2011 et la Commission Nationale pour la Réconciliation Nationale et l'Indemnisation des Victimes (CONARIV) le 25 Mars 2015.

La nouvelle Côte-d'Ivoire, sur le cas duquel nous nous sommes le plus appesanti, symbolise bien, par ses nombreux défis, la situation des pays évoqués.

- D'abord celui de la sécurité avec d'une part, la récurrence des mutineries de soldats et la menace djihadiste, d'autre part :
- Le défi de la justice sociale et économique,
- Le défi de la stabilité politique envisagée sous l'angle de la succession pacifique au pouvoir (la relève du Président Ouattara suscite beaucoup de polémiques pouvant conduire à des déchirements internes)..

S'agissant des pays du Sahel comme le Niger et le Mali, ils restent crucialement confrontés à des crises politiques récurrentes dont l'explication se trouverait dans le syndrome du 'sous-développement', une conjonction de facteurs d'ordre à la fois économique, politique et social . Dans le même ordre d'idées, d'autres analyses renvoient cependant de manière plus précise aux caractéristiques d'un espace constitué d'un environnement peu habitué à la confrontation des idées. Pour pouvoir y faire, la pérennisation de l'Etat de droit devra ici se traduire par un

double changement aussi bien des mentalités que des pratiques dans la manière de faire la politique.

En effet, jusqu'ici la pratique politique se réduit à des rivalités de positionnement qui ont pour conséquence le développement de capacités d'accumulation individuelle de ressources publiques dans un contexte de paupérisation aggravée, favorable à l'apparition de différentes formes de violences aussi bien de la part d'acteurs internes, qu'externes.

Comme l'ont observé Aboa et DIAW, l'Etat de droit aussi bien au Niger qu'au Mali est loin d'être une réalité effective or, sans Etat de Droit, il est illusoire de penser faire une meilleure répartition des ressources nationales et une protection juridique effective des populations.

La situation du Liberia et de la Sierra Leone, dont traite la contribution de Kalie Silla, se rapproche pour l'essentiel du cas précédent. En effet bien qu'ayant vécu des expériences coloniales différentes, ces deux pays ont la particularité d'avoir été plongés ces dernières décennies dans les mêmes tourments conflictuels et post-conflictuels au cours desquels l'Etat, en tant qu'institution de régulation, n'existait plus alors que de larges couches de la population erraient à la recherche d'espace paisible si elles n'étaient pas tout simplement décimées. Avec l'accalmie et le retour des institutions publiques, des tentatives de reconstruction collectives sont expérimentées de part et d'autre grâce à des dynamiques étatiques fortement soutenues à l'extérieur et bien légitimées à l'intérieur au sortir d'élections plus ou moins consensuelles.

Une deuxième catégorie est constituée par la Guinée Bissau et le Cap-Vert qui, malgré leur passé commun de lutte de libération nationale, présentent des trajectoires démocratiques opposées. Le Cap Vert semble plus avancé dans l'institutionnalisation de la démocratie ; on en a eu une confirmation avec les élections du 20 mars 2016 qui ont consacré la 3^e alternance. Depuis 1975, ce pays a fait des avancées considérables couronnées aujourd'hui par une remarquable stabilité. Le Cap Vert n'a connu que cinq premiers ministres au contraire de la Guinée-Bissau qui, depuis 1980 en a connu plus d'une vingtaine. Le Cap Vert est bien classé dans l'indice Mo Ibrahim. Alors que les deux pays ont connu un destin commun jusqu'en 1980, la Guinée Bissau se présente comme un Etat narcotique . L'Archipel peut être considéré comme une démocratie consolidée. La consolidation démocratique, tels que J. Linz et A. Stepan l'envisagent , présente 4 niveaux : la

consolidation constitutionnelle, la consolidation représentative, la consolidation du comportement des acteurs politiques informels et la consolidation de la société des citoyens.

La troisième catégorie de pays est constituée de la République de Guinée, du Togo et du Nigéria, trois pays dont la similarité de l'évolution ne s'arrête pas seulement à l'existence des deux phases de transition, celle des réformes et celle de l'approfondissement qui sont le propre du processus de démocratisation, mais elle recèle la spécificité d'être empreinte de périodes plus ou moins longues sinon de reflux du moins de stagnation des droits politiques élémentaires comme le droit de manifester, par exemple. Le processus peut, à cet égard, être qualifié de mitigé à cause des risques que font peser sur la stabilité du système les maintes et diverses manœuvres et tentatives de freinage de la compétition démocratique qui ont pour effet de maintenir la structure même de l'Etat dans une sorte de fragilité permanente, comme on le mesure dans l'article de Joseph Tsigbe. Ce dont il s'agit ici se rapporte à un problème de gouvernance politique caractérisé à la fois par une absence de consensus entre les élites politiques (Togo et Guinée) sur les bases minimales du jeu concurrentiel et une marginalisation de la société civile dans la recherche de solutions aux problèmes qui affectent les rapports entre l'Etat et la société (Togo, Guinée et Nigéria). Dans le cas du Nigéria, l'ignorance mutuelle dans laquelle se tiennent les différentes sphères de l'élite tendrait à se muer en une véritable défiance à l'égard de la survie du projet de vie collective.

La quatrième et dernière catégorie de ce premier groupe est constituée du Benin, du Ghana et du Sénégal, qui servent aujourd'hui de locomotive du processus de démocratisation pour trois raisons principales : des alternances politiques éprouvées, un dynamisme de la société civile et le respect par la majorité gouvernante d'un consensus minimal autour des règles de gestion du pouvoir et du jeu concurrentiel . En vérité, si la situation politique dans ces pays autorise à fonder un espoir sur la pérennité de la démocratie, c'est moins du fait d'une quelconque sagesse politique des leaders que du rôle de vigie qu'observent les différentes strates de la société civile. D'où la pertinence de l'assertion que posent Babacar Gueye et Faye dans leur contribution lorsqu'ils parlent, à propos de ces pays, " du défi de la confirmation démocratique".

Dans la seconde partie de l'ouvrage, les mutations

politiques sont abordées sous différents angles tendant à faire ressortir l'aspect dynamique des processus démocratiques. L'idée qui se trouve à la base de la décision de consacrer une partie spécifique aux mutations est à rechercher dans de multiples constats qui se résument sous la forme d'un décalage entre la production du politique (discours, décisions et actions) et les attentes des populations représentées, notamment la couche la plus nombreuse : les jeunes. Il se profile un réel problème de communication entre les politiques et les jeunes, qui se manifeste à travers un déficit de participation politique dans cette tranche de la population.

Tout se passe comme si les organisations, les appareils et les hommes n'ont pas su anticiper sur le rajeunissement de la population. En vérité ce constat prévaut aussi s'agissant d'autres questions ou aspects liés à la gouvernance politique, au sens large. Ainsi en est-il de l'usage des TIC en politique, avec la révolution numérique qui vient bouleverser les habitudes des citoyens/électeurs sans que les politiques suivent, comme le démontre Mohamadou SALL, dans sa contribution. Ces constats pourraient être énoncés sous la forme d'une idée générale : une accélération des processus de démocratisation, à la faveur d'une poussée de la société civile dont certaines strates ne seront d'ailleurs pas épargnées, tendant sinon à la modernisation du moins à une période d'interrogation ou de remise en cause politique. Ce sont tous ces aspects qui sont abordés tour à tour par différents auteurs. D'abord, par Babaly SALL qui traite de la faiblesse de l'engagement civique au Sénégal avec une coupure qui s'insinue de plus en plus nettement entre l'élite politique et les populations. Ensuite par Abdoulaye Niang qui revient dans une perspective générale sur la question de la société civile en Afrique, en s'appesantissant tant sur la diversité de natures des organisations qui la composent que de leurs moyens et formes d'expression/ mobilisation.

Quant à la problématique de la place des militaires sur l'échiquier politique, elle est abordée sous l'angle d'une interrogation avec la contribution de Essohanam Batchana et Bakayota Koffi Kpaye, intitulée : « La gestion des Etats postcoloniaux de l'Afrique de l'Ouest (1963-2016) : vers la fin des régimes militaires ? ».

L'idée qui s'impose ici sous la forme d'un constat est celle d'une recomposition toujours en cours des systèmes politiques avec des armées qui certes se professionnalisent davantage mais sous la persistance de fortes tentations à l'implication dans le champ politique, sous la forme de

débats ou d'actions ponctuelles et plus ou moins isolées.

Au départ du projet d'écriture de cet ouvrage il y a la volonté de Gorée Institute de réunir une petite équipe d'intellectuels africains de quelque domaine qu'ils puissent relever, autour de l'idée d'un état des lieux de la situation de la démocratie et des droits de l'Homme dans l'espace de la CEDEAO. Elle a été concrétisée par l'organisation d'un atelier de brainstorming modéré par notre sœur et amie, feu Professeure Aminata Diaw. Sous l'éclairage de ses idées lumineuses, et de sa courtoisie légendaire, en sont ressorties un certain nombre d'orientations qui ont fini par constituer la trame de ce travail. Il avait été prévu de consacrer une troisième partie de l'ouvrage aux perspectives qui se dessineraient au sortir de cet exercice d'analyses croisées, mais celles-ci prendront finalement la forme d'une conclusion générale qui épouse l'esquisse que nous en avons dressée, ensemble tous les deux, Aminata et moi, quelques semaines avant sa disparition. Nous avons estimé, au-delà de lui consacrer ce travail, que c'était la meilleure façon de lui rendre l'hommage qu'elle mérite. Celui d'une grande intellectuelle et militante du devenir de l'Afrique qui aura jusqu'au bout de son itinéraire de combat, œuvré pour le triomphe de la cause qu'elle a fait sienne "Lux mea Lex". Les deux parties qui finalement structurent ce travail sont : les traits dominants des pays ou groupes au cours de cette dernière décennie(I) et les mutations en cours (II). La conclusion se décline sous la forme de perspectives.

Présentation de l'ouvrage « La gouvernance en question au Sénégal : études de cas sur les corps de contrôle et la problématique de la régulation au Sénégal »

Cet ouvrage que l'Institut prévoit de publier sous peu est une étude menée sur les corps de contrôle et la problématique de la régulation au Sénégal.

Introduction générale

Gouvernance voilà un terme dont l'entendement et sa formulation ont connu bien des évolutions. Il devient un

terme à la mode au détour des années d'ajustement structurel au point que le système des Nations Unies, la Banque Mondiale et l'OCDE parmi d'autres en ont fait une composante essentielle de leur conception du développement. Les principes de la reddition des comptes, la transparence, le mandat et l'indépendance sont mis en avant. L'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives théorisée par le Premier Ministre Britannique Tony BLAIR, lors du sommet de Johannesburg sur le Développement durable entre dans ce cadre. Il n'est donc pas surprenant que les acteurs politiques, les acteurs du développement et les citoyens dans nos pays africains ne cessent d'évoquer le terme. Le concept est donc devenu un concept universel mais avec des acceptions et compréhensions différentes. Selon le dictionnaire de politique "Toupictionnaire" « La gouvernance désigne l'ensemble des mesures, des règles, des organes de décision, d'information et de surveillance qui permettent d'assurer le bon fonctionnement et le contrôle d'un Etat, d'une institution ou d'une organisation qu'elle soit publique ou privée, régionale, nationale ou internationale. » Une telle définition fait du concept de gouvernance « un principe fondamental dans l'organisation et le fonctionnement des Etats modernes ». C'est certainement dans cette optique, qu'au Sénégal, les gouvernements qui se sont succédés n'ont pas manqué de faire voter des lois et mettre en place des structures, instruments et institutions pour, à la fois, contrôler et réguler les acteurs. Ce faisant, les standards internationaux en la matière ont servi de guides. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement est même allé jusqu'à créer un ministère chargé de la promotion de la bonne gouvernance. Pouvait-il en être autrement si l'on sait que le citoyen est devenu plus exigeant envers ses mandants ? Ils le sont en matière de services. Ils le sont parce que convaincus que le développement auquel ils aspirent ne peut être atteint sans des mécanismes de contrôle et de régulation.

En matière de contrôle, le Sénégal s'est ainsi doté de corps et d'institutions de contrôle. (Assemblée Nationale, Cour des Comptes, etc.) et d'organes de contrôle au sein de l'exécutif tels que l'Office national de la Fraude et la Corruption (OFNAC), la Cour de Répression de l'Enrichissement illicite (CREI), la Commission des Données à Caractère personnel, l'Observateur national des Lieux de Privation de Liberté, la Cellule nationale de Traitement des Informations financières (CENTIF).

La régulation qui devrait assurer et garantir un régime de

libertés économiques et de concurrence ainsi que la garantie de ces libertés, corriger les défaillances des marchés et concilier les intérêts contradictoires est faite à travers l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire, mais elle est aussi externalisée par le truchement de la création d'autorités administratives indépendantes, agences ou de structures ad hoc. La loi n°2002 -23 du 04 septembre 2002 portant cadre de régulation pour les entreprises concessionnaires de services publics codifie les standards auxquels doivent obéir ces organes de régulation.

Une distinction est donc faite entre, d'une part, les organes de contrôle et, d'autre part, les organes de régulation, cette étude commanditée par le Gorée Institute nous dresse un tableau détaillé des lois et organes existants au Sénégal. Elle nous fait visiter la politique gouvernementale en matière de contrôle et de régulation afin d'enrichir le débat et d'avoir une critique constructive en matière de contrôle et de régulation au Sénégal. Le but est d'arriver à une meilleure compréhension et une meilleure appropriation de la bonne gouvernance et des principes de redevabilité et de contrôle citoyen y rattachés.

PARTENARIATS

Gorée Institute, membre fondateur du Consortium Power of Dialogue

Gorée Institute est membre du **Consortium Power of Dialogue (PoD)** composé de quatre organisations qui apportent chacune des connaissances uniques, des réseaux et des compétences à ce programme prévu pour l'horizon 2021-2025. Ces quatre organisations ont suffisamment d'expérience en matière de renforcement des capacités des acteurs civiques pour faire pression et plaider en faveur d'une prise de décision inclusive.

Présentation des quatre organisations membres du Consortium:

Akina Mama wa Afrika (AMwA)

Organisation pan-européenne basée en Ouganda, cette organisation de la Société civile africaine a une solide

expérience dans le domaine de la politique des femmes et de leur autonomisation, tout en favorisant le programme de développement en Afrique.

Centre d'Etudes Méditerranéennes et Internationales (CEMI)

Basée en Tunisie, le CEMI a une dense expérience en ce qui concerne le soutien des jeunes leaders en Tunisie et dans la région MENA. Grâce à l'École de politique de Tunis, le CEMI renforce les capacités des acteurs politiques, notamment les jeunes et nouveaux dirigeants, pour leur permettre d'assumer de nouveaux rôles.

Gorée Institute (GI)

Le Gorée Institute est une Organisation panafricaine de la Société civile basée au Sénégal (Île de Gorée, Dakar), avec une forte présence dans le Sahel. Sa mission est de contribuer à bâtir des sociétés africaines résilientes, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, et de contribuer à la consolidation des processus et des institutions démocratiques.

Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD)

Basé aux Pays-Bas, le NIMD est réputé dans le domaine du soutien à la démocratie et au renforcement des capacités des acteurs des démocraties émergentes et fragiles. L'institution néerlandaise travaille avec les acteurs politiques et les partenaires gouvernementaux dans environ 20 pays dans le monde. Le NIMD travaille en partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (MFA), les agences des Nations unies et des donateurs bilatéraux.

Partenariat stratégique entre Gorée Institute et Good Governance Africa (GGA)

Good Governance Africa (GGA) dont l'objectif est d'améliorer les performances en matière de gouvernance en Afrique a noué un partenariat avec l'Institut Gorée pour y siéger son nouveau Bureau régional en Afrique Francophone et du Sahel. L'Institution basée à Johannesburg en Afrique du Sud est la détentrice d'« Africa In Fact », journal qui soutient le travail des décideurs dans divers secteurs pour comprendre et mesurer la gouvernance sur le continent africain au XXIe

siècle. Ainsi, outre SADC Regional Office (Afrique du Sud), West African Regional Office (Ghana et Nigeria) et East African Regional Office (Ethiopie), GGA étend ses tentacules en Afrique Francophone/Sahel avec l'installation de son nouveau bureau au Gorée Institute (Sénégal).

Gorée Institute partenaire de GPPAC pour une plateforme Afrique de l'Ouest

Gorée Institute est partenaire du GPPAC (Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés) qui est un réseau d'organisations de la société civile actif dans le domaine de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans le monde entier. Le réseau est organisé autour de 15 réseaux régionaux d'organisations locales, chaque région ayant ses propres priorités, son caractère et son agenda. Chaque région est représentée au sein d'un groupe de pilotage international, qui détermine les priorités et les actions mondiales communes. Pour sa part, le Gorée Institute agira dans le rôle d'« incubateur » et soutiendra la mise en place de la plateforme GPPAC Afrique de l'Ouest.

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2020



Commodément, les schémas d'organisation du Conseil d'administration de cette année se sont soumis aux exigences de la pandémie COVID-19. Ainsi, en lieu et place d'une approche traditionnelle nécessitant une

présence physique, c'est une réunion en ligne à l'aide du logiciel "ZOOM Room" qui a été tenue. D'ailleurs, la crise sanitaire a été la première question abordée au cours de cette réunion, notamment la manière dont elle a affecté le fonctionnement du travail. Ont pris part à cette réunion, Mme Ayo OBE (Membre du Conseil d'administration - ancien président), Ambassadeur Saïdou Nourou BA (actuel Président du Conseil d'administration), Ambassadeur Hatem ATTALAH (Membre du Conseil d'administration), Ambassadeur Bruno ZIDOUEMBA (Membre du Conseil d'administration) et Andy Wynne (Membre du Conseil d'administration). Breyten BREYTENBACH, Francesca BOMBOKO et Rafael Marques de MORAIS sont les membres du Board ayant manqué à l'appel. Au cours de cette réunion annuelle, le Directeur exécutif de l'Institut, Doudou DIA a informé le Conseil des réalisations, des progrès et des risques concernant les activités, les projets, la gestion et la situation financière de l'Institut. Outre les questions de trésorerie, la Direction et le Conseil se sont entretenus sur la modification des conditions de travail de l'Institut en ces temps de COVID-19, ainsi que la mobilisation des ressources et les partenariats. Sur toutes les questions abordées, des suggestions ont été ainsi apportées par le Conseil dans une dynamique d'appui institutionnel. Une autre réunion du Conseil d'administration en ligne est prévue cette année et la date sera fixée par le Président Saïdou Nourou Ba et soumise à ses collègues et à la direction de Gorée Institute pour approbation.

LE MANAGEMENT DU TRAVAIL À L'ÉPREUVE DE LA COVID-19

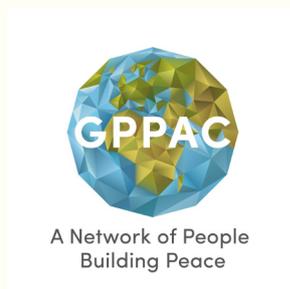
La crise sanitaire qui a secoué la planète entière a surtout chamboulé l'organisation du travail avec les profonds bouleversements qu'elle a engendrés. Comme toutes les entreprises, Gorée Institute n'est pas exempté par les soubresauts de la pandémie. Mais, même si les effets de la COVID-19 sur le fonctionnement du travail sont quasi imparables, l'Institut panafricain n'a jamais rompu la chaîne de travail par souci de rester fidèle à ses valeurs de

responsabilité, d'efficacité, de professionnalisme, de transparence et d'obligation de rendre compte. En effet, conformément aux recommandations des autorités sanitaires et étatiques, l'Institut a, très tôt, pris la mesure de suspendre toutes ses activités de nature à rassembler des personnes et susceptibles de favoriser la prolifération du virus. Ainsi, pour atténuer les contrecoups de cette crise aux conséquences fâcheuses, les visioconférences et les webinaires sont devenus des stratégies cruciales pour entretenir la chaîne de production intellectuelle. Cela en plus d'une forte implication de l'Organisation dans la sensibilisation afin de contribuer activement à réduire la propagation de la maladie. Une large part de la réflexion et de la production intellectuelle est consacrée à la sensibilisation à la COVID-19, notamment par rapport aux questions liées à la santé, à la paix et à la sécurité, à la démocratie, à la transparence et à la justice.

PERSPECTIVES

- Lancement de séries d'études et de recherches sur les perspectives gouvernance et paix au Sahel
- Atelier de lancement du Programme Power of Dialogue (PoD) à partir de 2021
- GPPAC

NOS PARTENAIRES





GOREE INSTITUTE

vous souhaite une bonne et
heureuse année

2021